

Solidarité départementale
Service de l'Autonomie

ARRETE N° 15 - 1094
Fixant le prix de journée du Foyer
de vie Résidence St Nicolas
Saint Alban sur Limagnole.

Le Président du Conseil général de la Lozère

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles R314-22 et suivants, R314-34 et suivants ;
- VU le Code de la santé publique ;
- VU la loi n°2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- VU l'ordonnance n°2005-1477 du 1^{er} décembre 2005 portant diverses dispositions relatives à l'aide sociale aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- VU la délibération du Conseil général du 19 décembre 2014 approuvant le budget primitif départemental de l'exercice 2015;
- VU les propositions budgétaires de l'établissement ;
- SUR proposition de Monsieur le Directeur général des services du département ;

ARRETE

Article 1 Pour l'exercice budgétaire 2015 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement Foyer de vie Résidence St Nicolas situé , 48120 Saint-Alban-sur-Limagnole, sont acceptées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant en Euros	Total en Euros
Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	335 478,00 €	Total des dépenses 3 299 072,44 €
Groupe II Dépenses afférentes au personnel	2 469 687,00 €	
Groupe III Dépenses afférentes à la structure	493 907,44 €	
Groupe I Produits de la tarification	3 099 181,44 €	Total des produits 3 299 072,44 € dont 16 891 € de reprise sur réserve de compensation des charges d'amortissement
Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	183 000,00 €	
Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 Le nombre de journées prévisionnelles pour l'hébergement permanent est fixé à **18 550 jours**.

Article 3 Le prix de journée du Foyer de vie Saint Alban pour l'hébergement permanent est fixé à **166,98 € à compter du 1^{er} Avril 2015**.

Article 4 Les produits de l'allocation logement ou de l'aide personnalisée au logement perçus par les résidents sont intégralement reversés au groupe II "autres produits relatifs à l'exploitation", compte 758 sur le budget de l'établissement.

Article 5 Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 6 Monsieur le Directeur général des services du département, Madame le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement concerné, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Mende, le **3 0 MARS 2015**

Le Président du Conseil général,
Jean-Paul POURQUIER

